

Les créations d'entreprises poursuivent leur hausse

Insee Première • n° 2092 • Janvier 2026



En 2025, en France, les créations d'entreprises restent en hausse, atteignant de nouveau un niveau record, de 1 165 800. Après s'être stabilisées entre 2021 et 2023, elles repartent à la hausse en 2024 et poursuivent leur croissance en 2025 (+5 %, après +6 % en 2024).

Les immatriculations de micro-entrepreneurs et les créations de sociétés augmentent de 6 %, tandis que celles sous le régime d'entreprises individuelles classiques continuent de diminuer (-4 %, après -3 % en 2024).

Les créations d'entreprises continuent de croître dans la plupart des secteurs, en particulier dans le commerce (+11 %), les activités de services administratifs et de soutien (+12 %) et les transports et l'entreposage (+6 %).

Les créations d'entreprises dans le domaine de la vente hors magasin évoluent : baisse des vendeurs à domicile indépendants, montée des activités d'e-commerce (vente à distance).

Sur la période récente, près de sept entreprises créées sur dix deviennent économiquement actives dans les deux ans mais les écarts entre types d'entreprises sont marqués. En particulier, seul un vendeur à domicile indépendant sur quatre démarre son activité dans les deux ans.

En 2025, dans l'ensemble de l'économie marchande hors secteur agricole, 1 165 800 **créations d'entreprises** sont enregistrées, soit 54 600 de plus qu'en 2024 ► **figure 1**. Suite à une période stable de 2021 à 2023, les créations d'entreprises augmentent donc de 5 %, après la hausse de 6 % de l'année précédente, atteignant ainsi un nouveau niveau record.

D'une part, les immatriculations de **micro-entrepreneurs** augmentent encore en 2025 pour atteindre 758 600 créations (+6 %, après +7 % en 2024), leur plus haut niveau jamais atteint. D'autre part, les créations de **sociétés**, au nombre de 301 300 en 2025 (+6 %, après +5 % en 2024), dépassent leur précédent record de 2022 (293 200 créations). Inversement, les créations d'**entreprises individuelles classiques** poursuivent leur baisse avec 105 900 nouvelles immatriculations (-4 % après -3 %), leur plus faible niveau depuis 2012.

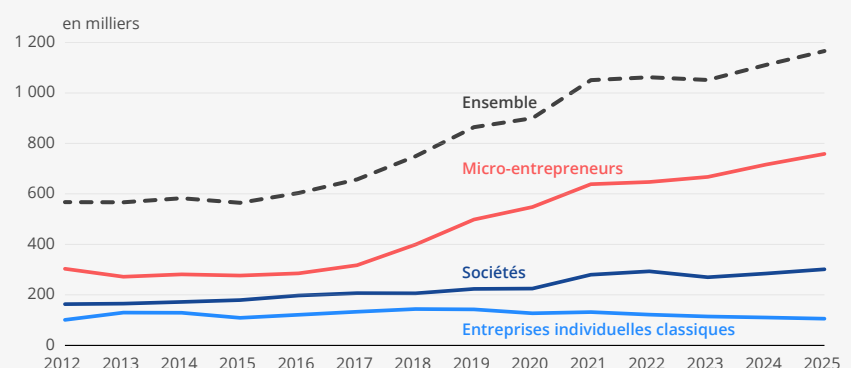
Le secteur du commerce, principal contributeur à la hausse des créations

Le secteur du commerce confirme en 2025 la forte croissance de l'année

précédente. Après une hausse de 6 % en 2024, les créations d'entreprises accélèrent, avec une progression de 11 % sur un an ► **figure 2**. Le secteur du commerce devient ainsi en 2025 le principal moteur de la progression globale, avec une **contribution** de presque un tiers à la hausse de l'ensemble des créations d'entreprises. Cette croissance du secteur est largement

portée par les micro-entrepreneurs, dont le nombre continue d'augmenter fortement (+14 %). Cependant, la hausse ne se limite pas aux formes juridiques les plus simples, les sociétés enregistrent également une évolution positive (+7 %). L'ensemble du secteur atteint ainsi 172 600 créations, sans pour autant dépasser son maximum de 175 200 créations qui date de 2020.

► 1. Nombre de créations d'entreprises depuis 2012



Lecture : En 2025, 1 165 800 entreprises ont été créées.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE).

► 2. Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2025 et évolution par rapport à 2024

Secteur d'activité	Nombre de créations en 2025 (en milliers)				Évolution 2025/2024 (en %)			
	Micro-entrepreneurs	Entreprises individuelles classiques	Sociétés	Ensemble	Micro-entrepreneurs	Entreprises individuelles classiques	Sociétés	Ensemble
Industrie	41,4	17,3	12,4	71,1	3,7	-6,8	1,9	0,6
Construction	50,1	2,3	33,3	85,6	-2,5	-14,5	-5,0	-3,8
Commerce	106,2	20,4	46,0	172,6	14,0	7,1	6,7	11,1
Transports et entreposage	98,6	2,6	11,6	112,8	7,5	-24,3	0,4	5,7
Hébergement et restauration	20,9	4,0	22,4	47,3	9,5	2,8	4,9	6,7
Information et communication	53,2	1,6	20,1	75,0	5,6	-20,6	19,6	8,2
Activités financières et d'assurance	4,4	0,9	24,6	29,9	22,2	4,9	-18,7	-13,9
Activités immobilières	17,6	2,5	19,6	39,6	10,5	2,8	7,7	8,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100,9	9,7	59,6	170,2	-0,9	-6,9	23,9	6,2
Activités de services administratifs et de soutien	98,9	3,8	26,4	129,1	13,6	-7,9	8,5	11,7
Enseignement	46,5	1,4	6,1	54,0	6,7	-34,1	18,2	6,2
Santé humaine et action sociale	19,9	29,0	4,5	53,4	1,9	0,5	-2,0	0,8
Arts, spectacles et activités récréatives	26,4	8,2	4,3	38,8	7,4	-10,0	13,0	3,8
Autres services aux ménages	73,6	2,2	10,4	86,3	-1,2	-24,0	3,5	-1,5
Ensemble	758,6	105,9	301,3	1 165,8	5,9	-4,1	5,9	4,9

Note : Niveau d'agrégation A21 de la NAF rév. 2 (sauf pour l'industrie qui est en A10).

Lecture : En 2025, 71 100 entreprises ont été créées dans l'industrie, soit 0,6 % de plus qu'en 2024.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE).

La vente hors magasin et le commerce automobile expliquent l'essentiel de la croissance du commerce en 2025. Plus précisément, les activités liées à la vente à distance (+32 % sur catalogue spécialisé et +7 % sur catalogue général), ainsi que les activités de vente à domicile (+11 %) sont les principales contributrices à la hausse. Ces modèles de vente poursuivent leur essor, portés par la demande des consommateurs pour des modes d'achat plus flexibles ► **encadré 1**. Les créations dans le commerce automobile sont aussi en forte hausse, avec les garages d'entretien (+15 %), les vendeurs automobiles (+8 %) ainsi que les entreprises de vente d'équipements automobiles (+32 %).

Forte hausse des créations dans les services administratifs et la logistique

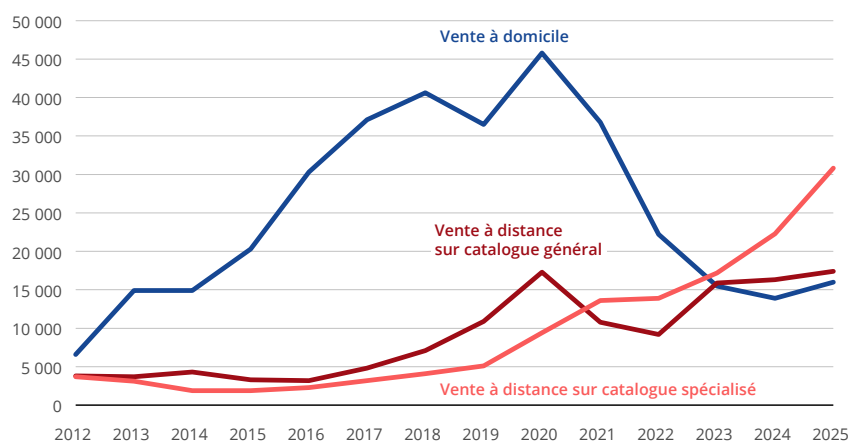
Le secteur des activités de services administratifs et de soutien affiche, chaque année, une hausse des créations d'entreprises depuis 2020 : elles ont plus que doublé en cinq ans. Avec 129 100 créations, ce secteur progresse de 12 % entre 2024 et 2025 et contribue pour un quart à la hausse totale de cette année. Cette évolution est principalement alimentée par les immatriculations de micro-entrepreneurs, en hausse de 14 %, ainsi que par les créations de sociétés (+9 %). Cette croissance annuelle s'appuie avant tout sur un noyau d'activités en forte expansion, réunissant les services de nettoyage (+18 %), le soutien administratif (+19 %) et l'aménagement paysager (+19 %). Ces activités couvrent des besoins opérationnels essentiels pour les entreprises comme pour les particuliers, tels que le ménage à domicile ou en

► Encadré 1 - La baisse des vendeurs à domicile indépendants compensée par la montée de la vente à distance

Depuis la crise du Covid-19, les créations d'entreprises individuelles classiques enregistrent un net repli : la vente à domicile explique presque entièrement cette baisse. Les vendeurs à domicile indépendants (VDI), qui ne peuvent pas être micro-entrepreneurs du fait de leur statut spécifique, ne représentent plus que 15 % des créations d'entreprises individuelles classiques contre 36 % en 2020. Les VDI commercialisent des biens ou services directement auprès de particuliers, hors magasin, généralement via des démonstrations à domicile. Ils gèrent librement leur activité et sont rémunérés à la commission. Après avoir atteint leur maximum en 2020 avec 45 800 créations, le nombre de créations d'entreprises de ce type diminue régulièrement, pour s'établir à 13 900 en 2024, avant un léger rebond à 16 000 en 2025 ► **figure**. Ce repli, amorcé dès 2021, traduit un essoufflement du modèle du VDI, de moins en moins adapté aux nouveaux modes de consommation. Il s'accompagne également d'un très faible taux de démarrage de ces entreprises ► **encadré 2**.

Dans le même temps, les créations d'entreprises progressent dans la vente à distance, principalement sous le statut de micro-entrepreneur. Pour les activités de vente à distance sur catalogue général, les créations commencent à augmenter en 2017 avec 4 800 créations, puis elles atteignent un pic de 17 300 créations en 2020 au début de la crise sanitaire. En 2025, elles retrouvent ce niveau. Les créations dans la vente à distance sur catalogue spécialisé augmentent de manière plus marquée encore, de 3 200 en 2017 à 30 800 en 2025, soit presque dix fois plus. Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus large d'utilisation croissante de l'e-commerce.

Créations d'entreprise de vente à domicile et à distance depuis 2012



Note : La vente à domicile concerne les entreprises individuelles classiques et la vente à distance les micro-entrepreneurs. La vente à distance inclut des vendeurs via des plateformes d'intermédiation. Les catalogues spécialisés proposent un type précis de produits (uniquement vêtements par exemple), tandis que les catalogues généraux offrent une gamme plus large (vêtements, décoration et hygiène par exemple).

Lecture : En 2025, 16 000 entreprises individuelles classiques de vente à domicile ont été créées.

Champ : France, entrepreneurs individuels du secteur du commerce.

Source : Insee, système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE).

entreprise, le secrétariat et l'entretien d'espaces verts.

En 2025, la hausse du nombre de créations d'entreprises se poursuit dans le secteur des transports et de l'entreposage. En 2024, ce secteur avait déjà enregistré une forte hausse (+25 %), dépassant son niveau d'avant-Covid après le repli marqué de 2022. En 2025, les créations augmentent encore (+6 %), soutenues par la progression des micro-entrepreneurs (+7 %), très présents dans les activités de livraison et de logistique urbaine. Avec 112 800 créations, le secteur ne dépasse pas pour autant son niveau de 2021, de 125 700 créations. La dynamique record de créations du secteur en 2021 avait été particulièrement portée par les activités de poste et de courrier, qui comprennent notamment la livraison de repas, dans un contexte où la crise sanitaire avait nécessité par périodes la fermeture des restaurants. Cette activité reste le principal contributeur à la hausse du secteur en 2025 (5 points). Le taux de démarrage de cette activité est toutefois faible : un tiers seulement des unités montre un signe d'activité dans les deux années suivant l'immatriculation ► **encadré 2**. Suivent ensuite les créations dans le transport routier de fret (+4 %), souvent du convoyage de véhicule. À l'inverse, les créations d'entreprises

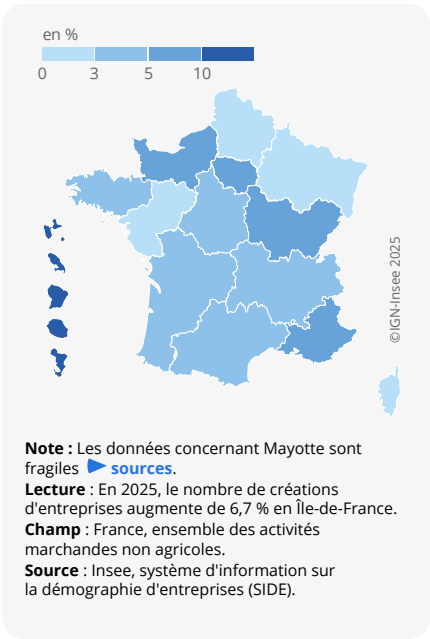
de transport de voyageurs par taxi se replient de 3 %.

En 2025, la baisse du secteur des activités financières et d'assurance et la hausse de celui des activités spécialisées, scientifiques et techniques s'expliquent avant tout par une amélioration dans les règles de classification des codes d'activité principale exercée (APE). Les activités « sociétés holding » et « gestion de fonds », rattachées au secteur financier, enregistrent une forte diminution du nombre de créations parce qu'une part élevée des nouvelles immatriculations est désormais classée dans le code « activités des sièges sociaux », rattachées au secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Des hausses dans la France entière, particulièrement marquées en outre-mer

En 2025, les créations d'entreprises augmentent dans toutes les régions françaises ► **figure 3**. Les hausses les plus fortes sont observées en outre-mer, notamment à la Réunion (+18 %), en Guyane et en Guadeloupe (+12 %), ainsi qu'en Martinique (+11 %). Elles y sont portées par le secteur du commerce et par celui de l'information et de la communication.

3. Évolution du nombre de créations d'entreprises par région en 2025



Dans l'Hexagone, la hausse est soutenue en Île-de-France (+7 %), en Normandie (+7 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+6 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (+5 %). Les progressions sont plus modérées dans les autres régions.

► Encadré 2 - Des taux de démarrage contrastés selon le type d'entreprise

Des taux de démarrage peuvent être définis en identifiant dans les immatriculations de nouvelles entreprises celles qui sont économiquement actives [Morello, 2025]. Sur l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, 69 % des immatriculations enregistrées entre 2021 et 2023 aboutissent à un démarrage dans les deux ans ► **figure**. Au-delà, la probabilité de mise en activité devient très faible.

Les taux de mise en activité des entreprises diffèrent selon le type d'entreprise. Les sociétés ont les taux de démarrage les plus élevés : en moyenne, 62 % d'entre elles débutent leur activité l'année de leur création, et 87 % sont économiquement actives dans les deux ans. L'engagement financier plus élevé lors de la création de ce type de structure justifie un taux de démarrage plus fort.

Les entreprises individuelles classiques connaissent un taux de démarrage moins élevé, 42 % d'entre elles sont actives dès la première année, puis 59 % dans les deux ans. Ce taux moyen est toutefois fortement tiré vers le bas par les vendeurs à domicile indépendants (VDI), dont les démarches d'inscription ne se traduisent que rarement par un démarrage effectif : seuls 24 % d'entre eux débutent leur activité dans les deux ans. Si l'on exclut les VDI, leur taux de démarrage à deux ans est de 68 %.

Sur la période 2021-2023, 47 % des micro-entrepreneurs démarrent dès la première année et 64 % dans les deux ans. Ce taux baisse sur les dernières années : il était de 70 % en 2018, d'après l'enquête Sine [Richet, 2025].

Taux moyen annuel de mise en activité des entreprises créées entre 2021 et 2023

Type d'entreprise	Nombre annuel moyen de créations d'entreprises (en milliers) (2021-2023)	Démarrage l'année de l'immatriculation (2021-2023)	Démarrage un an après l'année d'immatriculation (2021-2022)	Démarrage deux ans après l'année d'immatriculation (2021)	Part de démarrage sous deux ans (2021-2023)
Sociétés	281,0	62,0	24,1	1,3	87,4
Entreprises individuelles classiques	122,6	42,4	11,8	4,3	58,5
Vendeurs à domicile indépendants	24,9	17,8	4,6	1,8	24,2
Autres	97,7	48,9	13,9	5,3	68,1
Micro-entrepreneurs	651,1	47,0	13,7	2,8	63,5
Ensemble	1 054,6	50,5	16,3	2,6	69,4

Note : Les stocks d'entreprises économiquement actives sont disponibles jusqu'à l'année 2023.
Lecture : En moyenne, de 2021 à 2023, 62,0 % des sociétés ont démarré leur activité l'année de l'immatriculation.
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE).

Le nombre de créations d'entreprises augmente de 3 % dans les communes rurales et de 5 % dans les communes urbaines. Dans l'industrie, seul secteur avec presque autant de créations du côté rural que du côté urbain, les créations sont en baisse dans les communes rurales et en hausse dans les communes urbaines. La hausse des créations est aussi plus forte du côté urbain pour le commerce et l'enseignement. À l'inverse, les créations augmentent plus fortement dans les communes rurales pour les secteurs du transport et entreposage ou de l'information et communication : ces secteurs restent malgré tout très concentrés dans les communes urbaines [Lejas, 2025].

Les créateurs d'entreprises individuelles ont en moyenne 35 ans

En 2025, l'âge moyen des créateurs d'entreprises individuelles reste stable à 35 ans. La part des moins de 30 ans est stable, à 40 %. Elle reste plus élevée chez les micro-entrepreneurs que chez les créateurs d'entreprises individuelles classiques (41 % contre 36 %) avec un écart qui se creuse légèrement par rapport à 2024.

Les activités où les jeunes sont les plus représentés parmi les entrepreneurs sont l'audiovisuel, la communication, le numérique et certaines professions de santé. Dans ces domaines, la part d'entrepreneurs de moins de 30 ans dépasse fréquemment 60 % ; elle atteint même plus de 70 % dans la post-production audiovisuelle et la production de films. Ces secteurs sont attractifs, nécessitent peu de moyens financiers et mobilisent des compétences que les jeunes maîtrisent tôt. Des professions médicales ou paramédicales telles que kinésithérapeutes et médecins généralistes présentent elles aussi des parts élevées de jeunes entrepreneurs, autour de 60 % à 80 %, car l'installation intervient souvent rapidement après la formation.

À l'inverse, certaines activités affichent des taux faibles de jeunes entrepreneurs, entre 8 % et 21 %. C'est le cas de l'hébergement touristique, du transport de voyageurs par taxi, ou encore des métiers du bâtiment. Ces secteurs peuvent en effet exiger des investissements initiaux élevés, des compétences techniques ou une expérience professionnelle solide.

Part stable des femmes parmi les créateurs d'entreprises individuelles en 2025

En 2025, 44 % des entreprises individuelles ont été créées par des femmes, une part stable par rapport à 2024.

Les femmes restent très majoritaires dans les autres services aux ménages (coiffeur, blanchisserie, réparation de biens... ; 75 % des créations) et la santé humaine et l'action sociale (74 %, soit +2 points). Leur part augmente de 2 points parmi les entrepreneurs des activités d'art, de spectacle et d'activités récréatives (51 %), dans l'industrie (52 %) et dans les activités de services administratifs et de soutien (45 %).

À l'inverse, la part des créations par des femmes recule légèrement dans les activités financières et d'assurance (33 %, -2 points) et dans les activités immobilières (53 %, -1 point). Cette part est stable dans les secteurs les plus masculins, la construction (97 % de créateurs hommes) et les transports et l'entreposage (90 %).

Jules Lejas (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur insee.fr

► Sources

Les statistiques sur les créations d'entreprises proviennent du [Système d'information sur la démographie d'entreprises \(SIDE\)](#). Ce système d'information est alimenté de données issues de [Sirene](#) et enrichi d'éléments provenant du répertoire statistique [Sirus](#).

L'étude porte sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, y compris les activités financières, sur la France entière (donc y compris Mayotte). La décomposition en secteurs d'activité s'appuie, pour l'essentiel, sur les niveaux d'agrégation A10 ou A21 de la nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008). Certains postes ont été renommés pour être plus explicites.

Les données de Mayotte sont fragiles et doivent être interprétées avec prudence, en lien avec l'importance de l'économie informelle dans ce département [Daubrée, 2018].

► Définitions

Une **création d'entreprise** correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement. En pratique, elle se matérialise par l'immatriculation d'une nouvelle unité légale au répertoire Sirene, hors reprise d'une activité déjà existante.

Un **micro-entrepreneur** bénéficie du régime de même nom (appelé auto-entrepreneur jusqu'en 2014), qui offre des formalités de création d'entreprises allégées et un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Il s'applique aux entrepreneurs individuels qui en font la demande, sous certaines conditions.

Une **société** est une entité dotée d'une personnalité juridique. Elle est créée dans un but marchand : produire des biens ou des services pour le marché (source de profit ou d'autres gains financiers pour ses propriétaires). Elle est la propriété collective de ses actionnaires qui désignent les administrateurs responsables de sa direction générale.

Une **entreprise individuelle** est une entreprise en nom propre ou en nom personnel : l'identité de l'entreprise correspond à celle du dirigeant. Les **entreprises individuelles classiques** désignent les entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs.

La **contribution à l'évolution** mesure dans quelle proportion chaque composante d'un ensemble explique la variation totale observée entre deux périodes.

► Pour en savoir plus

- Richet D., « [Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 : moins de trois sur dix encore actifs cinq ans après](#) », Insee Première n° 2069, septembre 2025.
- Morello E., « [Entre 2014 et 2022, une augmentation de 42 % du nombre d'entreprises économiquement actives](#) », Insee Première n° 2045, avril 2025.
- Lejas J., « [Les créations d'entreprises en 2024 – Rebond des créations d'entreprises](#) », Insee Première n° 2037, février 2025.
- Daubrée S., « [De nombreuses entreprises informelles pour peu de richesse créée](#) », Insee Analyses Mayotte n° 16, février 2018.

Direction générale :
88, avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication :
Fabrice Lengart

Rédaction en chef :
H. Michaudon,
S. Papon

Rédaction :
T. Pelé

Maquette :
L. Lamy-Verdier

[@insee.fr](#)
[@InseeFr](#)
www.insee.fr

Code Sage : IP262092
ISSN 0997-6252
© Insee 2026
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur



Insee